



Lundi 11 mai 2026

Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !

Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.

L'offensive patronale

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon *Que Choisir*. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arqus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arqus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes richissimes. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

Des réponses se multiplient

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires. Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que comme des insultes

et des provocations, et ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

Question de priorités

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

– 400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !

– pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !

– interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !

Tous ensemble !

Jeudi 23 avril, il y avait 400 manifestants dans les rues de Poissy contre les projets de fermetures et de massacre de l'emploi à Stellantis Poissy et chez les sous-traitants.

Tout un département et au-delà est menacé. Aux côtés des salariés de Stellantis, il y avait des délégations de travailleurs de MC Synchro, Forvia, Renault Flins, Lardy, de la SNCF, la Poste, des hôpitaux...

Contre les attaques des patrons, il va falloir que nous nous trouvions encore plus d'alliés à l'extérieur. Et qu'on prépare dans l'usine la mobilisation : sans nous pas de bagnole ! On ne partira pas avec des cacahuètes !

Trop d'enthousiasme... pour que ce soit très sincère

Opération médiatique, lettre à la maison, panneaux de propagande « renouvelons notre expertise industrielle »...

La direction veut nous faire rentrer dans le crâne que l'usine ne va pas fermer et que tout le monde aura une « solution d'emploi ». Les syndicats béni-oui-oui disent que maintenant Poissy a enfin un avenir...

À la fin de PSA Aulnay la direction disait que 1 500 emplois seraient créés à la place de l'usine. Il a fallu des années avant que les premiers emplois arrivent et peu ont été créés au final. Les promesses du patron on se rappelle ce que ça vaut.

On est (très) loin du compte...

La direction promet 1 000 emplois sur le site en 2030, mais pour l'instant, elle n'en prépare que 370 (environ 200 à l'Emboutissage, 40 pour une casse automobile, 10 pour faire des pièces de rechange au Ferrage et 120 pour une ligne moteurs venant de Vesoul).

370 emplois donc. Et pour combien de temps ?

... Surtout que l'addition peut varier

Excepté l'Emboutissage, beaucoup de ces activités sont déménageables en quelques jours. Mais le projet d'une nouvelle ligne d'emboutissage a déjà plus d'un an de retard... et les presses, ça prend du temps mais ça se déménage aussi.

Stop aux belles promesses orales qui s'envolent ! Non à cette fermeture déguisée ! On veut des garanties d'emplois, de salaires, des préretraites acceptables, pour les 2 000 salariés du site, écrites signés par la direction et contresignées par le gouvernement.

Jeux de chaises musicales

La chaîne moteurs de Vesoul, prévue pour Poissy, était avant à Stellantis Hérimoncourt. Les nouvelles activités Ferrage de Poissy pour faire des pièces de rechange, était avant à Stellantis Saragosse.

La direction n'investit pas, elle transfère des productions. Demain, où seront déplacées ces 2 activités nomades ?

Un Emboutissage flambant (mais pas neuf du tout)

Emboutissage, équipe de nuit, jeudi 30 avril, à 21h45, un feu a débuté dans une armoire électrique après l'explosion d'une batterie de condensateur (6 mois après un feu similaire à la Peinture). Il y a eu d'immenses flammes et de la fumée toxique près d'une ligne de production. Par chance, il n'y a eu aucun blessé.

La direction a décidé de mettre hors service plusieurs mois les 62 batteries de condensateur du site pour faire des expertises. Vu le danger, c'était bien le minimum. Investir ces dernières années dans la maintenance au lieu de faire des économies, ça aurait utile aussi.

Tout s'écroule dans cette usine mais, selon certains, ça va durer encore 30 ans ?

Nettoyage de la scène de crime

La direction cherche des volontaires pour une opération « usine propre » le mardi 26 mai. Faut nettoyer les lieux pour mieux séduire les dirigeants du PSG ?

Faire oublier que la direction veut tout raser et commettre un crime social en nous mettant à la porte ?

Monopoly des constructeurs...

La presse explique que Stellantis est en discussion avec le constructeur chinois DongFeng (qui possède 2 % de Stellantis) pour lui vendre ou partager 4 usines en Europe (Rennes, Madrid, Cassino en Italie et une usine allemande). Le chinois Leapmotors (dont est actionnaire Stellantis) se pose aussi la question d'acheter Stellantis Madrid, ce constructeur produit déjà des SUV à Stellantis Saragosse. Le constructeur chinois Hongqi songe à produire dans une usine Stellantis espagnole.

Ces marchandages se font en secret dans le dos des travailleurs de tous les pays, donc contre nous tous.

... Avec la case chômage pour nous

L'objectif de Stellantis est soit de faire un maximum d'argent en vendant et par la même occasion sous-traiter les licenciements. Soit de faire des profits communs avec ses prétendus ennemis : les patrons chinois. En réalité quelques soient leurs nationalités, les patrons savent s'entendre pour exploiter les travailleurs. De notre côté, nous les travailleurs de tous les pays, nous devons nous unir contre eux pour sauver notre peau.

Renault : l'argent a bien une odeur, celle du sang

Fin 2026, l'usine de Renault au Mans va commencer sa production de drones militaires kamikazes nommés Chorus : 120 000 € l'unité, 8 mètres d'envergure, capable de porter des charges explosives de 500 kg, 3 000 km de portée, 400 km/h, son moteur sera fabriqué à Renault Cléon près de Rouen. L'état-major en veut 600 par mois, un budget d'un milliard d'euros est prévu sur 10 ans. Renault travaille aussi sur un autre projet : un drone terrestre 4x4.

Faire des voitures ou des engins de mort, c'est pareil pour les patrons de Renault (et d'autres), du moment que ça rapporte beaucoup.